

time que cette crise n'est que temporaire. Si la réponse à ma question est négative, le programme financier du Gouvernement et du ministre veut-il dire que le Canada conservera ses excédents à moins qu'ils puissent être payés en dollars?

Ce que j'ai vu dans les journaux canadiens à propos des raisons pour lesquelles M. Butler, chancelier de l'Échiquier de la Grande-Bretagne, a dû prendre ces mesures, m'a beaucoup inquiété. Qu'on me permette de citer très brièvement une nouvelle parue dans le *Globe and Mail* du mardi 26 juillet. M. Butler a déclaré que:

Pour expliquer ces nouvelles mesures d'urgence, il faut se rappeler que la prospérité même et la production accrue de la Grande-Bretagne sont à la source de ses difficultés.

C'est une contradiction économique flagrante. C'est du capitalisme, mais je ne m'arrêterai pas sur ce point pour le moment. M. Butler a dit:

Les achats étaient trop considérables sur le marché intérieur, suscitant un accroissement des importations qu'il fallait en retour contre-balancer par une augmentation des exportations. Cependant, on n'entrevoit pas d'exportations suffisantes pour combler l'écart.

Je veux être parfaitement honnête et lire l'alinéa suivant, parce que c'est celui-là qui me préoccupe:

M. Harold Wilson, ex-ministre du Travail dans le gouvernement travailliste, a accusé M. Butler d'aggraver l'état de la balance des paiements par sa façon désinvolte d'accroître les achats de produits dollars, tels que les céréales, que l'on aurait pu importer de pays sterling.

Monsieur le président, les nouveaux règlements du chancelier de l'Échiquier, en Grande-Bretagne, aussi bien que les critiques formulées par un ancien ministre travailliste tenant que cette difficulté découlait d'achats irréflechis de produits dollars, devraient nous faire comprendre dès maintenant que c'est une situation très grave sur laquelle, avant même que la session soit prorogée, le ministre responsable de nos obligations et de nos relations financières devrait nous donner des éclaircissements.

Quant au Canada, seule l'exportation assure sa survivance. Si les pays auxquels nous exportons se trouvent dans l'obligation d'empêcher les exportations en provenance de notre pays, du fait de leurs difficultés monétaires, il faut en conclure que ce qui se passe là-bas porte préjudice au niveau de vie de la population de notre propre pays. Je crois vraiment que cela veut dire qu'il importe de nous demander maintenant si le Gouvernement et le ministre étudient vraiment ces questions monétaires internationales et s'ils ont des mesures à nous proposer à cet égard.

On nous a beaucoup parlé, au cours de la dernière session, de la convertibilité du

sterling. Nous avons un peu entendu parler de ces questions à cette session-ci. Je ne suis pas, j'en conviens, économiste, mais la question n'a jamais manqué de m'intéresser. Vu donc cette situation, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai pris connaissance d'une communication signée par M. Edward C. G. Boyle, secrétaire économique près le Trésor à la Chambre des communes britanniques. Il est question ici de ce qu'un particulier ou une société sont en mesure de faire dans la zone du dollar canadien s'il vend à la zone sterling comme la Grande-Bretagne. On me permettra une courte citation. Je ne veux pas parler quarante minutes comme mon honorable collègue. En un mot, voici la citation:

a) le sterling acquis par un résident de la zone dollar (c'est-à-dire qu'on peut parler ici de la zone des comptes américains et du Canada) peut servir à:

- (i) effectuer des paiements dans la zone sterling;
- (ii) effectuer des paiements à n'importe quel pays situé en dehors de la zone sterling;
- (iii) payer pour des marchandises de la zone sterling expédiées dans n'importe quel pays du monde;
- (iv) obtenir des dollars sur demande d'une banque du Royaume-Uni au taux commercial en cours, ou de n'importe quelle banque de la zone dollar qui achète du sterling;
- (v) acheter de l'or sur le marché de Londres de trafiquants autorisés.

Je crois comprendre que la Grande-Bretagne, à cause de sa situation économique, a acheté de grandes quantités d'or de l'URSS, qu'elle paie en sterling. Elle est prête à payer en sterling ou en or, du moins c'est l'interprétation que je fais de la lettre du secrétaire économique de la trésorerie britannique.

Le Canada aurait pu dans le passé ou pourrait peut-être encore actuellement augmenter son commerce avec la Grande-Bretagne en recourant à un régime d'échanges tripartite. Je pourrais peut-être l'expliquer aux honorables députés qui ne savent pas où je veux en venir. Nous avons acheté de grandes quantités de beurre de la Nouvelle-Zélande, pays de la zone sterling. Si je comprends bien cette information, nous pourrions faire des expéditions à la Grande-Bretagne, acheter de la Nouvelle-Zélande ou de n'importe quel pays de la zone sterling et utiliser le crédit en livres sterling provenant de nos exportations à la Grande-Bretagne pour payer nos achats en sterling au lieu de le faire en dollars.

Je n'entrerai pas dans le détail, parce que je suis certain que le ministre connaît la gravité de la situation. Je suis convaincu que le Canada a certains devoirs dans la période d'adversité et de tribulations que traverse la Grande-Bretagne, et durant laquelle celle-ci doit de nouveau recourir à un nouveau programme d'austérité. Nous avons les excé-